

ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS 44.424/4
DU 28 AVRIL 2008

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, quatrième chambre, saisi par la Ministre de la Politique de migration et d'asile, le 22 avril 2008, d'une demande d'avis, dans un délai de cinq jours, sur un projet d'arrêté royal "modifiant l'arrêté royal du 8 octobre 1981 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers", a donné l'avis suivant :

Suivant l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2/, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, inséré par la loi du 4 août 1996 et remplacé par la loi du 2 avril 2003, la demande d'avis doit spécialement indiquer les motifs qui en justifient le caractère urgent.

En l'occurrence, cette motivation, telle qu'elle figure dans la lettre de demande d'avis, est la suivante :

"Om redenen van dringende noodzakelijkheid, gemotiveerd als volgt :

Overwegende dat de Europese Commissie op 17 oktober 2007 beslist heeft om het Hof van Justitie van de Europese Gemeenschappen te vatten uit hoofde van laattijdige en onvolledige omzetting van de richtlijn 2004/38/EG, en dat bijgevolg moet vermeden worden dat het beroep tot ingebrekestelling van de Staat officieel ingediend zou worden;

Overwegende dat de omzetting van de richtlijn 2004/38/EG op 30 april 2008 een vertraging van meer dan twee jaar zou hebben en dat de Europese Commissie een «nul-tolerantie» heeft ingesteld voor een dergelijke vertraging;

Overwegende dat, om zijn verplichtingen inzake tekortkoming bij de omzetting van Europese richtlijnen na te komen, België ten laatste op 12 mei 2008 de Europese Commissie de teksten tot omzetting van de Europese richtlijnen moet betekenen, opdat deze in overweging kunnen worden genomen in het scorebord dat gepubliceerd zal worden in juli 2008;"

Comme il ressort de son article 1^{er}, l'arrêté en projet a notamment pour objet de transposer certaines dispositions des directives 2003/109/CE du Conseil du 25 novembre 2003 relative au statut des ressortissants de pays tiers résidents de longue durée et 2004/38/CE du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2004 relative au droit des citoyens de l'Union et des membres de leurs familles de circuler et de séjourner librement sur le territoire des États membres, modifiant le règlement (CEE) n° 1612/68 et abrogeant les directives 64/221/CEE, 68/360/CEE, 72/194/CEE, 73/148/CEE, 75/34/CEE, 75/35/CEE, 90/364/CEE, 90/365/CEE et 93/96/CEE.

Par ailleurs, la simple circonstance que la Belgique doit "notifier au plus tard le 12 mai 2008 à la Commission européenne les textes de transposition des directives européennes afin que ceux-ci puissent être pris en considération dans le tableau d'affichage (Scoreboard) qui sera publié en juillet 2008" ne justifie pas en soi que la section de législation du Conseil d'État soit sollicitée en urgence pour connaître des

.../...

dispositions réglementaires d'exécution d'une loi adoptée dès le 25 avril 2007 et publiée au Moniteur belge du 21 mai 2007. Cet argument a une portée trop générale.

À défaut d'une motivation pertinente du caractère urgent de la demande d'avis concernant la directive 2003/109/CE précitée et les autres aspects réglés par le projet, la section de législation du Conseil d'État n'a examiné que les articles qui sont indissociablement liés à la transposition de la directive 2004/38/CE précitée, à savoir les articles 1^{er} (partim), 12 (partim), 13 (partim), 21 à 33, 37, 38, 40 à 46, 51, 53, 58 à 67, 69, 73, 74 (partim) à 76, la demande d'avis étant irrecevable pour le surplus.

*

* *

Le Conseil d'État, section de législation, se limite, conformément à l'article 84, § 3, alinéa 1^{er}, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, à examiner le fondement juridique, la compétence de l'auteur de l'acte ainsi que l'accomplissement des formalités prescrites.

Le projet ainsi examiné appelle les observations ci-après.

1.1. Selon l'article 1^{er}, § 1^{er}, alinéa 3, de la loi du 19 juillet 1991 relative aux registres de la population, aux cartes d'identité, aux cartes d'étranger et aux documents de séjour et modifiant la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques, "le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, prescrire l'inscription dans le registre d'attente d'autres ressortissants étrangers qui se trouvent dans une situation administrative précaire de résidence en Belgique ne permettant pas leur inscription ou le maintien de celle-ci dans les registres de la population".

Il ne ressort pas des pièces jointes à la demande d'avis que le texte en projet a fait l'objet d'une délibération en Conseil des ministres.

.../...

La délibération collégiale prescrite qui doit avoir lieu en Conseil des ministres ne peut être assimilée à une "formalité préalable" au sens de l'article 84, § 3, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il a été remplacé par la loi du 2 avril 2003 ⁽¹⁾. Cette délibération est en effet destinée à permettre à l'ensemble des ministres d'échanger leur point de vue sur un projet d'arrêté et de collaborer à la rédaction de celui-ci. Ce n'est qu'une fois un consensus acquis qu'un projet d'arrêté royal peut être considéré comme en état d'être soumis à l'avis de la section de législation du Conseil d'État.

Il ne revient donc pas à un ministre de solliciter cet avis avant que le projet d'arrêté royal ait été délibéré en Conseil des ministres et, le cas échéant, adapté à la suite de cette délibération. En ce qui concerne l'article 50, § 1^{er}, alinéa 2, en projet (article 23 du projet), la demande d'avis est par conséquent prématurée.

1.2. Plus fondamentalement, ce n'est pas dans l'arrêté royal du 8 octobre 1981 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, qui ne doit pas être délibéré en Conseil des ministres, qu'il convient d'insérer des dispositions de fond concernant l'inscription dans le registre d'attente. De telles dispositions doivent, en effet, faire l'objet d'un arrêté autonome lui-même délibéré en Conseil des ministres ⁽²⁾.

Si l'intention de l'auteur du projet est de simplement préciser le moment auquel le citoyen de l'Union jusqu'alors inscrit dans le registre d'attente, doit l'être dans celui des étrangers, le début de l'article 50, § 1^{er}, alinéa 2, en projet, pourrait alors être fusionné comme suit :

"Dès lors qu'il ressort du contrôle de la résidence effective, auquel le bourgmestre ou son délégué doit faire procéder, que le citoyen de l'Union, inscrit dans le registre d'attente, réside sur le territoire de la commune, il est inscrit dans le registre des étrangers".

⁽¹⁾ L'alinéa 2 de cette disposition prescrit :
"Lorsque l'avis est demandé dans un délai visé au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1/ ou 2/, il est donné nonobstant l'inaccomplissement éventuel des formalités prescrites".

⁽²⁾ Voir à cet égard l'article 18, alinéa 1^{er}, du projet d'arrêté royal "fixant des modalités d'exécution de la loi du 25 avril 2007 modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers", au sujet duquel l'avis 44.425/4 a été donné ce jour.

2. L'article 75 de l'arrêté en projet n'exécute pas l'habilitation accordée au Roi par l'article 48 de la loi du 25 avril 2007 modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers. Conformément à cette dernière disposition, la loi du 25 avril 2007 précitée entrera donc en vigueur "au plus tard le premier jour du treizième mois qui suit celui au cours duquel elle aura été publié au Moniteur belge", c'est-à-dire à la même date que l'arrêté en projet, à savoir le 1^{er} juin 2008.

Par conséquent, l'alinéa 2 du préambule doit être omis.

Par ailleurs, dans la mesure où les dispositions qui servent de fondement légal à l'arrêté en projet ont toutes été modifiées ou insérées par la loi du 25 avril 2007 précitée, qui n'entrera elle-même en vigueur que le 1^{er} juin 2008, il ne serait pas inutile de compléter l'alinéa 1^{er} du préambule par les mots "tels qu'ils ont été modifiés ou insérés par la loi du 25 avril 2007".

3. À l'article 45 en projet (article 23 du projet), il convient d'insérer les mots "de la loi" après les mots "conformément à l'article 41, alinéa 1^{er}".

4. En application de l'article 47, § 2, en projet (article 23 du projet), le membre de la famille d'un citoyen de l'Union qui n'est pas lui-même citoyen de l'Union et qui ne produit pas les documents mentionnés à l'article 2, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers ou au paragraphe 1^{er}, de l'article 47 en projet, est refoulé par les autorités chargées du contrôle aux frontières. Cette disposition ne semble pas compatible avec l'article 5, paragraphe 4, de la directive 2004/38/CE précitée, en application duquel la personne concernée doit bénéficier d'un délai raisonnable lui permettant soit d'obtenir ou de se procurer les documents requis, soit de faire confirmer ou prouver par d'autres moyens sa qualité de bénéficiaire du droit de circuler ou de séjourner librement et ce avant de procéder à son refoulement.

.../...

Plus fondamentalement, la section de législation n'aperçoit pas comment combiner l'article 47, § 2, en projet avec l'article 41, alinéas 2 et 3 de la loi du 15 décembre 1980 précitée, tels qu'ils sont remplacés ou complétés par l'article 22 de la loi du 25 avril 2007 précitée, lesquels alinéas ne prévoient plus en la matière qu'une amende de deux cents euros.

5. L'article 50, § 2, alinéa 1^{er}, 4/, a), en projet (article 23 du projet) prévoit que le citoyen de l'Union visé à l'article 40, § 4, alinéa 1^{er}, 2/, de la loi doit produire la preuve de ressources suffisantes, "qui englobe entre autres une allocation d'invalidité, une allocation de retraite anticipée, une allocation de vieillesse ou une allocation d'accident de travail ou une assurance contre les maladies professionnelles".

Selon l'article 40, § 4, alinéa 3, de la loi du 15 décembre 1980 précitée,

"Le Roi fixe les cas dans lesquels le citoyen de l'Union est considéré comme remplissant la condition de ressources suffisantes visées à l'alinéa 1^{er}, 2/".

L'arrêté en projet doit dès lors contenir une liste exhaustive.

6. L'auteur du projet n'a pas été habilité à définir un travail salarié ou non salarié au sens de l'article 40, § 4, alinéa 1^{er}, 1/, de la loi du 15 décembre 1980 précitée. L'article 50, § 2, alinéa 2, en projet (article 23 du projet) doit dès lors être omis.

7. À l'article 52, § 1^{er}, alinéa 3, en projet (article 23 du projet), il y a lieu de vérifier si la modification, qui est apportée à l'attestation d'immatriculation modèle A, correspond à l'appellation actuelle du département chargé de délivrer les autorisations d'exercer une activité lucrative.

Pour le surplus, cette modification doit faire l'objet d'une disposition autonome.

8. Les annexes au projet ont été transmises par le fonctionnaire délégué. Chacune de ces annexes doit être numérotée et porter la mention qu'elle constitue une annexe à l'arrêté avec indication de son intitulé. Les annexes doivent porter in fine la mention "Vu pour être annexé à l'arrêté royal du [...]" et être revêtues des mêmes date et signature que celles figurant sur le texte auquel elles sont annexées.

9. L'annexe 12 de l'arrêté royal du 8 octobre 1981 précité, telle que remplacée par l'arrêté en projet, contient une référence à l'article 67, alinéa 4, de l'arrêté royal du 8 octobre 1981 précité. Or, l'article 24 du projet abroge les articles 58 à 69 de l'arrêté royal du 8 octobre 1981. Il convient dès lors d'adapter l'annexe 12.

La chambre était composée de

Messieurs	Ph. HANSE,	président de chambre,
	P. LIÉNARDY,	conseillers d'État,
	J. JAUMOTTE,	
Mesdames	A. WEYEMBERGH,	assesseur de la section de législation,
	C. GIGOT,	greffier.

Le rapport a été présenté par M. R. WIMMER, auditeur.

LE GREFFIER,

LE PRÉSIDENT,

C. GIGOT

Ph. HANSE

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 44.424/4
VAN 28 APRIL 2008

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, vierde kamer, op 22 april 2008 door de Minister van Migratie- en asielbeleid verzocht haar, binnen een termijn van vijf werkdagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot wijziging van het koninklijk besluit van 8 oktober 1981 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen", heeft het volgende advies gegeven :

Overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2/, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, ingevoegd bij de wet van 4 augustus 1996 en vervangen bij de wet van 2 april 2003, moeten in de adviesaanvraag in het bijzonder de redenen worden aangegeven tot staving van het spoedeisende karakter ervan.

In het onderhavige geval luidt die motivering in de brief met de adviesaanvraag aldus :

"Om redenen van dringende noodzakelijkheid, gemotiveerd als volgt :

Overwegende dat de Europese Commissie op 17 oktober 2007 beslist heeft om het Hof van Justitie van de Europese Gemeenschappen te vatten uit hoofde van laattijdige en onvolledige omzetting van de richtlijn 2004/38/EG, en dat bijgevolg moet vermeden worden dat het beroep tot ingebrekestelling van de Staat officieel ingediend zou worden;

Overwegende dat de omzetting van de richtlijn 2004/38/EG op 30 april 2008 een vertraging van meer dan twee jaar zou hebben en dat de Europese Commissie een «nul-tolerantie» heeft ingesteld voor een dergelijke vertraging;

Overwegende dat, om zijn verplichtingen inzake tekortkoming bij de omzetting van Europese richtlijnen na te komen, België ten laatste op 12 mei 2008 de Europese Commissie de teksten tot omzetting van de Europese richtlijnen moet betekenen, opdat deze in overweging kunnen worden genomen in het scorebord dat gepubliceerd zal worden in juli 2008;"

Zoals blijkt uit artikel 1 van het ontworpen besluit, strekt dit onder meer tot omzetting van sommige bepalingen van richtlijn 2003/109/EG van de Raad van 25 november 2003 betreffende de status van langdurig ingezetenen onderdanen van derde landen en van richtlijn 2004/38/EG van het Europees Parlement en de Raad van 29 april 2004 betreffende het recht van vrij verkeer en verblijf op het grondgebied van de lidstaten voor de burgers van de Unie en hun familieleden, tot wijziging van Verordening (EEG) nr. 1612/68 en tot intrekking van de Richtlijnen 64/221/EEG, 68/360/EEG, 72/194/EEG, 73/148/EEG, 75/34/EEG, 75/35/EEG, 90/364/EEG, 90/365/EEG en 93/96/EEG.

Bovendien wettigt het loutere feit dat België "ten laatste op 12 mei 2008 de Europese Commissie de teksten tot omzetting van de Europese richtlijnen moet betekenen, opdat deze in overweging kunnen worden genomen in het scorebord dat gepubliceerd zal worden in juli 2008" op zich niet dat de afdeling wetgeving van de Raad van State verzocht wordt om met spoed een advies uit te brengen over de verordeningsbepalingen tot uitvoering van een wet die op 25 april 2007 is goedgekeurd en op 21 mei 2007 in het Belgisch Staatsblad is bekendgemaakt. Dat argument heeft een te algemene strekking.

.../...

Wegens het ontbreken van een adequate motivering van het spoedeisende karakter van het verzoek om advies over de omzetting van de voornoemde richtlijn 2003/109/EG en de overige aspecten die in het ontwerp worden geregeld, heeft de afdeling wetgeving van de Raad van State alleen de artikelen onderzocht die onverbrekkelijk verbonden zijn met de omzetting van de voornoemde richtlijn 2004/38/EG, namelijk de artikelen 1 (partim), 12 (partim), 13 (partim), 21 tot 33, 37, 38, 40 tot 46, 51, 53, 58 tot 67, 69, 73, 74 (partim) tot 76. De adviesaanvraag is voor het overige onontvankelijk.

*

* *

Overeenkomstig artikel 84, § 3, eerste lid, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, beperkt de Raad van State, afdeling wetgeving, zijn onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorgeschreven vormvereisten.

Het aldus onderzochte ontwerp geeft aanleiding tot de volgende opmerkingen.

1.1. Volgens artikel 1, § 1, derde lid, van de wet van 19 juli 1991 betreffende de bevolkingsregisters, de identiteitskaarten, de vreemdelingenkaarten en de verblijfsdocumenten en tot wijziging van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen "(kan) de Koning [...], bij een in Ministerraad overlegd besluit, de inschrijving in het wachtregister voorschrijven van andere vreemde onderdanen die zich in een onzekere administratieve toestand van verblijf in België bevinden, die hun inschrijving of het behoud ervan in de bevolkingsregisters niet mogelijk maakt".

Uit de stukken die bij de adviesaanvraag zijn gevoegd blijkt niet dat over de ontworpen regeling beraadslaagd is in de Ministerraad.

Het vereiste van een collegiale beraadslaging in de Ministerraad kan niet worden gelijkgesteld met een "voorgeschreven vormvereiste" in de zin van artikel 84, § 3, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals vervangen bij de wet van

.../...

2 april 2003 ⁽¹⁾. Die beraadslaging is immers bedoeld om de gezamenlijke ministers in staat te stellen van gedachten te wisselen over het ontwerpbesluit en mee te werken aan de redactie ervan. Het is bijgevolg pas nadat een consensus is bereikt dat een ontwerp van koninklijk besluit geacht kan worden in zoverre gereed te zijn dat het voor advies aan de afdeling wetgeving van de Raad van State kan worden voorgelegd.

Het is bijgevolg geen aangelegenheid van een minister om dat advies te vragen voordat over het ontwerp van koninklijk besluit is beraadslaagd in de Ministerraad en dit ontwerp in voorkomend geval als gevolg van die beraadslaging is aangepast. Wat het ontworpen artikel 50, § 1, tweede lid (artikel 23 van het ontwerp) betreft, is de adviesaanvraag dus voorbarig.

1.2. Fundamenteler nog is dat basisbepalingen inzake de inschrijving in het wachtregister niet ingevoegd moeten worden in het koninklijk besluit van 8 oktober 1981 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, waarover niet beraadslaagd hoeft te worden in de Ministerraad. Zulke bepalingen moeten immers opgenomen worden in een op zichzelf staand besluit waarover wel in de Ministerraad is beraadslaagd ⁽²⁾.

Indien het de bedoeling van de steller van het ontwerp is gewoonweg aan te geven op welk tijdstip de burger van de Unie die tot dan toe ingeschreven was in het wachtregister, ingeschreven moet worden in het vreemdelingenregister, zou het begin van het ontworpen artikel 50, § 1, tweede lid, als volgt in één zin kunnen worden samengebracht :

"Zodra uit de controle van de reële verblijfplaats, die de burgemeester of zijn gemachtigde moet laten uitvoeren, blijkt dat de burger van de Unie, die in het wachtregister is ingeschreven, op het grondgebied van de gemeente woont, wordt hij ingeschreven in het vreemdelingenregister."

(1) In het tweede lid van die bepaling staat :
"Wanneer het advies wordt gevraagd binnen een termijn van paragraaf 1, eerste lid, 1/ of 2/, wordt het gegeven zelfs indien de voorgeschreven vormvereisten niet zijn vervuld."

(2) Zie wat dat betreft artikel 18, eerste lid, van het ontwerp van koninklijk besluit "tot vaststelling van de uitvoeringsmodaliteiten van de wet van 25 april 2007 tot wijziging van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen", waarover heden advies 44.425/4 is uitgebracht.

2. De machtiging die aan de Koning wordt verleend door artikel 48 van de wet van 25 april 2007 tot wijziging van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen wordt door artikel 75 van het ontworpen besluit niet uitgevoerd. Overeenkomstig dat artikel 48 treedt de voornoemde wet van 25 april 2007 dus in werking "uiterlijk op de eerste dag van de dertiende maand na die waarin zij is bekendgemaakt in het Belgisch Staatsblad", dat is op dezelfde dag als het ontworpen besluit, namelijk 1 juni 2008.

Bijgevolg moet het tweede lid van de aanhef worden geschrapt.

Ook zou doordat de bepalingen die de rechtsgrond van het ontworpen besluit vormen alle gewijzigd of ingevoegd zijn bij de voornoemde wet van 25 april 2007, die zelf pas in werking treedt op 1 juni 2008, het niet onnuttig zijn om het eerste lid van de aanhef aan te vullen met de woorden "zoals deze gewijzigd of ingevoegd zijn bij de wet van 25 april 2007".

3. In de Franse tekst van het ontworpen artikel 45 (artikel 23 van het ontwerp) dienen de woorden "de la loi" ingevoegd te worden na de woorden "conformément à l'article 41, alinéa 1^{er}".

4. Met toepassing van het ontworpen artikel 47, § 2 (artikel 23 van het ontwerp) wordt het familielid van een burger van de Unie dat zelf geen burger is van de Unie en dat de documenten bedoeld in artikel 2 van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen of in paragraaf 1 van het ontworpen artikel 47 niet overlegt, door de met grenscontrole belaste overheden teruggedreven. Deze bepaling lijkt niet bestaanbaar met artikel 5, lid 4, van de voornoemde richtlijn 2004/38/EG, krachtens hetwelk de betrokken persoon, alvorens het land te worden uitgezet, binnen redelijke grenzen in de gelegenheid moet worden gesteld de vereiste documenten te verkrijgen dan wel zich deze

.../...

binnen een redelijke termijn te laten bezorgen, dan wel op andere wijze te laten vaststellen of te bewijzen dat hij het recht van vrij verkeer en verblijf geniet.

Fundamenteler nog, het is de afdeling wetgeving niet duidelijk hoe het ontworpen artikel 47, § 2, zich verdraagt met artikel 41, tweede en derde lid van de voornoemde wet van 15 december 1980, zoals deze vervangen of aangevuld zijn door artikel 22 van de voornoemde wet van 25 april 2007, welke leden voor die aangelegenheid nog slechts een geldboete voorschrijven van tweehonderd euro.

5. In het ontworpen artikel 50, § 2, eerste lid, 4/, a), (artikel 23 van het ontwerp) wordt bepaald dat de burger van de Unie bedoeld in artikel 40, § 4, eerste lid, 2/ van de wet het bewijs moet leveren van voldoende bestaansmiddelen "waarbij onder andere een invaliditeitsuitkering, een vervroegd pensioen, een ouderdomsuitkering of een uitkering van de arbeidsongevallen- of beroepsziektenverzekering in aanmerking worden genomen".

Artikel 40, § 4, derde lid, van de voornoemde wet van 15 december 1980 luidt als volgt :

"De Koning bepaalt de gevallen waarbij de burger van de Unie geacht wordt de voorwaarde van voldoende bestaansmiddelen, bedoeld in het eerste lid, 2/, te vervullen."

Het ontworpen besluit moet derhalve een uitputtende lijst bevatten.

6. De steller van het ontwerp is niet gemachtigd om arbeid in loondienst of niet in loondienst te definiëren in de zin van artikel 40, § 4, eerste lid, 1/, van de voornoemde wet van 15 december 1980. Het ontworpen artikel 50, § 2, tweede lid (artikel 23 van het ontwerp) dient derhalve te vervallen.

7. In verband met het ontworpen artikel 52, § 1, derde lid (artikel 23 van het ontwerp) dient te worden nagegaan of de wijziging die in het attest van immatriculatie model A wordt aangebracht, overeenstemt met de huidige benaming van het departement dat belast is met het afgeven van vergunningen tot het uitoefenen van een winstgevende activiteit.

Bovendien moet die wijziging in een afzonderlijke bepaling worden opgenomen.

8. De bijlagen bij het ontwerp zijn overgelegd door de gemachtigde ambtenaar. Elk van deze bijlagen moet worden genummerd en dient de vermelding te dragen dat ze een bijlage is bij het besluit, met opgave van het opschrift ervan. De bijlagen dienen aan het eind de vermelding te dragen "Gezien om te worden gevoegd bij het koninklijk besluit van [...]" en voorzien te worden van dezelfde datum en handtekening als die op de tekst waarbij ze gaan.

9. Bijlage 12 van het voornoemde koninklijk besluit van 8 oktober 1981, zoals deze vervangen wordt bij het ontworpen besluit, bevat een verwijzing naar artikel 67, vierde lid, van het voornoemde koninklijk besluit van 8 oktober 1981. Welnu, artikel 24 van het ontwerp heft de artikelen 58 tot 69 van het koninklijk besluit van 8 oktober 1981 op. Bijlage 12 behoort derhalve te worden aangepast.

De kamer was samengesteld uit

de Heren	Ph. HANSE,	kamervoorzitter,
	P. LIÉNARDY,	staatsraden,
	J. JAUMOTTE,	
Mevrouwen	A. WEYEMBERGH,	assessor van de afdeling wetgeving,
	C. GIGOT,	griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de H. R. WIMMER, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. LIÉNARDY.

DE GRIFFIER,

DE VOORZITTER,

C. GIGOT

Ph. HANSE